

Avis et prises de position

Conseil des monuments et sites du Québec

Number 94, Fall 2002

20 ans de patrimoine

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/16258ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Éditions Continuité

ISSN

0714-9476 (print)

1923-2543 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Conseil des monuments et sites du Québec (2002). Avis et prises de position. *Continuité*, (94), 62–66.

20 ANS DE COUPS D'ÉCLAT... ET DE REVERS ! QUELQUES LEÇONS DU PASSÉ

Continuité a rapporté des centaines de cas dans cette chronique depuis 20 ans. De nombreuses associations de patrimoine à travers le Québec ont profité de cette tribune pour faire entendre leurs craintes et faire valoir leurs bons coups. Même si, parfois, la détermination à sauvegarder le patrimoine s'écorche aux échecs ou à l'indifférence, les victoires sont précieuses et valorisantes pour tous ceux qui y participent et pour les citoyens qui y gagnent en fierté. Il faut bien dire que la contribution de l'État fait souvent la différence dans la concrétisation des projets de sauvegarde et de mise en valeur du patrimoine. L'élan que donne l'État stimule l'action sur le terrain et les collaborations privées. Dans le patrimoine comme ailleurs, l'argent est bien souvent le nerf de la guerre ! Voici un portrait éclair de coups d'éclat et de revers que les acteurs du patrimoine, groupes de défense, élus et citoyens ont connus depuis 1982.

Protections et disparitions

À cause d'un désintérêt qui sévit encore trop, plusieurs bâtiments tombent en décrépitude ou périssent sous la pelle mécanique. Heureusement, d'autres connaissent un meilleur sort et reprennent vie grâce à la passion de certains citoyens ou organismes.

PROTECTIONS EXEMPLAIRES

1989. Le phare des îles du Pot à l'Eau-de-vie, en face de Rivière-du-Loup, a été minutieusement restauré, selon le devis d'origine, grâce à Jean-Hugues Bédard, président fondateur de la société Duvetnor ltée. Le feu du phare avait été remplacé en 1964 par un système automatique, puis, en 1975, toute activité avait cessé. La désaffectation avait entraîné une



La Maison Henry-Stuart sur la Grande Allée à Québec.

Photo : Continuité

détérioration rapide du bâtiment. Aujourd'hui, le phare restauré jouit de la désignation d'édifice classé du patrimoine fédéral. (Voir *Continuité*, n° 50)

1992. La Maison Henry-Stuart, à Québec, dont l'extérieur, l'intérieur et le jardin ont été classés en 1988, est sauvée et mise en valeur grâce au Conseil des monuments et sites du Québec qui en fait son siège social et un lieu d'interprétation des intérieurs anciens de Québec. (Voir *Continuité*, n° 32/33, 39, 49, 54 et 83)

1995. Le Domaine Joly De-Lotbinière, longtemps porté à bout de bras par une citoyenne de Lotbinière, Hélène Leclerc, est sauvé grâce au Conseil des monuments et sites du Québec qui en prend

Le Domaine Joly De-Lotbinière.

Photo : coll. Domaine Joly De-Lotbinière



temporairement la charge. Une extraordinaire concertation des instances locales, de citoyens engagés et une volonté gouvernementale permettent sa mise en valeur. Classé en 1999, le domaine connaît une croissance fulgurante de sa fréquentation. (Voir *Continuité*, n° 53, 54, 81 et 83)



La maison Krieghoff sur la Grande Allée à Québec.

Photo : Sylvain Laperrière

1997. La maison Krieghoff, à Québec, classée en 1975, laissée à elle-même, puis menacée successivement de déplacement, de démolition puis de reconstruction, est enfin sauvée grâce à une citoyenne ontarienne qui décide de l'acheter et de la restaurer pour en faire sa résidence. (Voir *Continuité*, n° 22, 57/58, 61, 70 et 78)

DISPARITIONS

1987. Témoin de la vie agricole à Sainte-Foy au XVIII^e siècle, la maison Bonhomme-Falardeau, abandonnée à compter de 1972 et classée en 1979, part en fumée en 1987 à la suite d'un incendie criminel. Son tort : être située à l'intersection du chemin Sainte-Foy et de la route du Vallon, au cœur d'un secteur commercial en pleine expansion. (Voir *Continuité*, n^o 21 et 34)

2000. Propriété de l'hôpital Sainte-Justine et situé sur le terrain Côte-Sainte-Catherine à Montréal, le Montreal Hunt Club (1897) est devenu peu à peu une ruine pénible à regarder. Aucun projet n'a été mis de l'avant pour en assurer la sauvegarde, l'hôpital ne s'y intéressant pas. Le bâtiment a été rasé en janvier 2000. (Voir *Continuité*, n^o 45, 52, 62, 83,84 et 87)

2002. La maison Tétro-Ducharme à Saint-Marc-sur-Richelieu datait du Régime français. Ses propriétaires s'étant bâti une maison neuve sur le même terrain, la vieille demeure devenait un embarras, car ils devaient se conformer à la Loi sur le zonage agricole qui interdit deux résidences principales sur une même ferme. Après des années de tergiversations, en juillet 2002, la résidence tricente-

naire est finalement démolie plutôt que d'être déménagée, comme il avait été envisagé. (Voir *Continuité*, n^o 76)



La maison Tétro-Ducharme à Saint-Marc-sur-Richelieu.

Photo : Claudine Déom

AVENIR INCERTAIN

2001. Ensemble patrimonial exceptionnel où rien n'a bougé depuis la fin du XIX^e siècle, la ferme Goulet occupe un site de choix dans l'arrondissement Saint-Augustin-de-Desmaures à Québec. La menace: la spéculation foncière, qui salive devant ce vaste espace devenu orphelin en bordure du lac Saint-Augustin, un environnement de plus en plus convoité et de plus en plus urbain. (Voir *Continuité*, n^o 89)

Depuis les années 1990. À Montréal, Benny Farm, un ensemble de résidences pour anciens combattants datant de la fin de la Seconde Guerre mondiale, ne compte plus que 300 des 384 unités de logement du complexe initial. À l'heure où sévit une pénurie de logements, cet ensemble est toujours menacé de disparaître. (Voir *Continuité*, n^o 77)

Depuis 20 ans. Le manoir Ellice à Beauharnois, après 20 ans d'abandon, n'a toujours pas trouvé preneur ni de vocation qui pourrait lui fournir un second souffle. La démolition de ce bâtiment datant de 1852 pèse toujours comme une épée de Damoclès. (Voir *Continuité*, n^o 84 et 89)



La ferme Goulet au lac Saint-Augustin à Québec.

Photo : Claude Roy

Déplacements

Vus et appréciés dans leur cadre, les biens patrimoniaux prennent tout leur sens. Déplacés, ils deviennent orphelins de leur histoire.

COUP D'ÉCLAT

1997. Quelque temps après la fermeture, en 1977, de la station radio maritime de Pointe-à-la-Renommée, en Gaspésie, la garde côtière a déménagé le phare à Québec, sur le boulevard Champlain. Après 15 années d'exil, le phare de Pointe-à-la-Renommée est rapatrié en 1997 grâce aux efforts du Comité local de développement de L'Anse-à-Valleau. (Voir *Continuité*, n^o 77)

MOINDRE MAL

1999. Menaçant de s'effondrer, le pont couvert Beauséjour, à Sainte-Odile-sur-



Le pont couvert Beauséjour à Sainte-Odile-sur-Rimouski.

Photo : BPR Groupe conseil

Rimouski, a été déplacé sur un terrain à proximité de la rivière qu'il enjambait. Les Amis du pont couvert Beauséjour, avec l'appui de la Ville d'Amqui, ont proposé comme solution de rechange à sa démolition de l'acquérir, de le restaurer et de l'implanter au rapide des Sœurs, sur la rivière Matapédia. Bien que le déplace-

ment ne soit pas une solution idéale, le pont connaîtra ainsi une deuxième vie puisqu'il sera situé dans l'axe de la route Verte, la piste cyclable nationale. Il ne reste que 100 ponts couverts au Québec et plusieurs sont actuellement dans une situation précaire. (Voir *Continuité*, n^o 91)

FIASCO

1998. Construite en 1908, la gare de Rivière-Blanche à Saint-Ulric-de-Matane était reconnue bien culturel, sans être classée. Son intérêt architectural et historique était indéniable pour la MRC de Matane, ce qui n'a pas empêché qu'elle soit déménagée à Mont-Joli pour devenir un bureau d'information touristique. (Voir *Continuité*, n^o 78)

Façadisme

Ce procédé architectural consiste à ne conserver d'un ancien bâtiment que sa façade que l'on plaque sur un nouveau bâtiment. Il en résulte une coquille vide, dénaturée et désincarnée. La solution est l'intégration des deux architectures.

INTÉGRATION RÉUSSIE

1996. La réalisation du projet Méduse, une coopérative d'artistes située dans la

côte d'Abraham à Québec, s'avère un exemple probant qu'il est possible d'intégrer une architecture moderne à des bâtiments anciens. (Voir *Continuité*, n° 67 et 83)

FIASCOS

1987. La Maison Estèbe, devenue en 1987 une composante du Musée de la civilisation à Québec, y a perdu son âme du XVIII^e siècle. (Voir *Continuité*, n° 26 et 75)

1997. La façade de la Banque Toronto Dominion est intégrée au nouvel édifice de l'ENAP dans Saint-Roch (Québec); un collage d'images plutôt qu'une réelle intégration d'un édifice ancien dans une construction neuve. (Voir *Continuité*, n° 75)

Bâtiments conventuels

À l'heure où les regards et les fonds publics convergent vers le patrimoine religieux, les bâtiments conventuels tremblent devant l'incertitude du sort qui les attend.

DEUXIÈME VIE

2002. Grâce à l'intervention de la municipalité, le couvent des sœurs de la Providence de Salaberry-de-Valleyfield a été sauvé et recyclé, échappant de justesse au projet de la Corporation d'hébergement du Québec qui voulaient le raser pour faire un stationnement. (Voir *Continuité*, n° 88)

2002. Le Vieux-Couvent de Château-Richer, pratiquement à l'abandon, a lui aussi échappé à la folie des stationne-

ments grâce à une vaste mobilisation du milieu. Il loge maintenant le Centre d'interprétation de la Côte-de-Beaupré. (Voir *Continuité*, n° 80 et 93)

DISPARUS

1986. Pourtant reconnu bien patrimonial, le vieux couvent de Montmagny n'a pas résisté à l'inconscience. Son statut officiel devait lui assurer une protection, mais quelques heures seulement après que la municipalité l'eut acquis, les démolisseurs étaient à l'œuvre. (Voir *Continuité*, n° 34, 42 et 83)

1996. Le cas du couvent des sœurs de la Charité à La Malbaie soulève le problème de l'exemplarité dont l'État devrait faire montre dans la gestion du patrimoine qui lui appartient. L'État, propriétaire du couvent, a finalement obtenu de la MRC de Charlevoix-Est, en 1996, l'autorisation de le démolir, même si cette dernière avait reconnu l'intérêt patrimonial du bâtiment pour la localité et la région. Le gouvernement a alors pu bâtir un centre de jour tout neuf. (Voir *Continuité*, n° 34, 68 et 71)



Le Vieux-Couvent de Château-Richer.
Photo : Nicholas Roquet



Le couvent de Saint-Isidore à Montréal.

Photos : Conseil des monuments et sites du Québec

1996. Malgré une mobilisation importante du milieu patrimonial, le couvent de Saint-Isidore, à Montréal, est démolit en juin 1996, après que la Ville eut abrogé le statut de bâtiment cité qu'elle lui avait elle-même octroyé en 1990. (Voir *Continuité*, n° 66, 69, 71 et 83)



Sites riverains et paysages

L'eau comme les beaux paysages attirent, c'est bien connu. Mais ce n'est pas toujours pour célébrer la beauté des sites...

COUPS D'ÉCLAT

1987. Le transport hydroélectrique entre Grondines et Lotbinière, la ligne Radisson-Nicolet-Des Cantons, menace l'intégrité du paysage fluvial. On assiste alors à une mobilisation sans précédent qui changera à terme le regard porté sur le fleuve et son utilisation. Les citoyens et les groupes de pression, dont les Amis de la vallée du Saint-Laurent et le CMSQ, dans une formidable synergie, ont évité que le fleuve ne soit défiguré par des pylônes hydroélectriques. La traversée sera sous-fluviale et le paysage humanisé y gagnera du coup ses lettres de noblesse. (Voir *Continuité*, n° 32/33)



Le fleuve Saint-Laurent entre Grondines et Lotbinière.

Photo : Pierre Kohler

1996. La Pointe-aux-Anglais, au Bic dans le Bas-Saint-Laurent, échappe de justesse à la menace du développement commercial et résidentiel sur la crête qui forme le

prolongement naturel du parc provincial du Bic. Le Comité pour la sauvegarde du patrimoine naturel et culturel du Bic est créé et, avec l'appui du CMSQ, il convainc les autorités locales et nationales de protéger ce site d'une beauté unique. (Voir *Continuité*, n° 69)

1999. Casiloc inc., une filiale de Loto-Québec, souhaite utiliser le remarquable site du parc du Lac-Leamy pour en faire un golf. Témoin du patrimoine naturel et culturel de la région de Gatineau-Hull, ce parc avait été l'objet de fouilles archéologiques qui ont permis d'y constater 4500 ans de présence humaine. La mobilisation des différents groupes et individus a finalement fait reculer Casiloc, qui a abandonné son projet. (Voir *Continuité*, n° 69 et 91, et www.sosleamy.ca)

PROMETTEUR



Le mont Royal

Carte postale : coll. Christian Paquin

Années 2000. Le mont Royal, joyau de la métropole, est de plus en plus étouffé par la pression urbaine. Plusieurs groupes se sont mobilisés pour défendre la montagne contre l'invasion urbaine. L'année 2002 marque une nouvelle étape de conscientisation : le Sommet du mont Royal, le Sommet de Montréal et les audiences de la Commission des biens culturels sur les mesures de sauvegarde nécessaires à la préservation du mont Royal annoncent peut-être des mesures vigoureuses et une vision commune du devenir de la montagne. (Voir *Continuité*, n° 25, 37, 38, 45, 47, 57/58, 66, 76, 80, 83, 86, 89, 90 et 93)

2002. Un projet prometteur est annoncé, la promenade Samuel-De Champlain à Québec, qui sera réalisé d'ici 2008 dans le cadre des grands travaux qui viennent souligner le 400^e anniversaire de la ville. Ce projet consiste en la mise en valeur du littoral du fleuve Saint-Laurent à la hauteur du boulevard Champlain. Il s'agit de « la reconquête du fleuve au profit de la population », comme l'a annoncé le premier ministre Bernard Landry en conférence de presse le 26 juin 2002. (Voir *Continuité*, n° 88 et 89)



Le projet de promenade Samuel-De Champlain à Québec.

Source : Commission de la capitale nationale du Québec

REVERS

1998. Le terrible accident survenu dans la côte des Éboulements (Charlevoix) en 1997 génère dans la population une commotion à laquelle les politiciens répondent en confiant au ministère des Transports du Québec le soin de reconfigurer le tracé de la côte. Aujourd'hui, le gigantisme de l'intervention scandalise tout le monde. La balafre conduira-t-elle à des interventions plus réfléchies et respectueuses des paysages et de l'environnement bâti ? L'Union québécoise pour la nature, le CMSQ et les groupes locaux qui se sont battus dans ce dossier l'espèrent. (Voir *Continuité*, n° 76)

1999. La pointe de Beaubassin à Bonaventure rappelle la fragilité des sites

riverains. Malgré le tollé soulevé par le Comité du patrimoine de Bonaventure, la Ville de Bonaventure a accepté qu'on y réalise un développement commercial. Magasins-entrepôts, garage, espace d'entreposage et concessionnaire automobile coupent maintenant l'accès à la rive et la vue sur la baie des Chaleurs. (Voir *Continuité*, n° 81)

Années 2000. Le sort de la Pointe-à-Carcy à Québec semblait réglé à la fin des années 1980. Contre toute attente et toute logique, ce dossier resurgit dans les années 2000. Ce site riverain de la vieille ville fait toujours l'objet de projets de développement sans lien avec sa nature propre. Dernier en date : les bateaux de croisière en port d'attache. Surgissent à nouveau des mégastuctures qui bouchent le paysage... La raison et la ténacité des groupes et des citoyens n'auront pas fait le poids devant les volontés du gouvernement fédéral et du port de Québec. (Voir *Continuité*, n° 24, 28, 34, 41 à 44, 47, 49, 51, 52, 54, 57/58, 61, 83 à 85, 89 et 92)

Comités Avis et prises de position du Conseil des monuments et sites du Québec

MEMBRES OUEST DU QUÉBEC

Jean Belisle, historien de l'art; Isabelle Bouchard, consultante en patrimoine; Isabelle Brosseau, étudiante; Claire Garon, gestionnaire en environnement; Denise Caron, historienne; Hélène Nadeau, agente VVAP, MRC du Haut-Saint-Laurent; Michel Prévost, archiviste; Michel Sharpe, historien.

MEMBRES EST DU QUÉBEC

Daniel Bouchard, avocat; Clermont Bourget, urbaniste; Fabienne Dornic, architecte stagiaire; Martin Dubois, consultant en patrimoine; Louis Gagnon, historien de l'art; Clément Gamache, citoyen; Pierre Larochelle, professeur en architecture; Anne Vallières, architecte.

POUR INFORMATION :

Lucie Ramsay, agente de liaison Comité APP, région de l'Ouest du Québec; École d'architecture, Faculté d'aménagement, Université de Montréal, C.P. 6128, succ. Centre-Ville, local 2006, Montréal (Québec) H3C 3J7
Tél.: (514) 343-7413 • Téléc.: (514) 343-2042
cmsq@megaquebec.net

Marie-Ève Bonenfant, agente de liaison
Comité APP, région de l'Est du Québec; 82, Grande Allée Ouest, Québec (Québec) G1R 2G6
Tél.: (418) 647-4347 ou 1 800 494-4347
Téléc.: (418) 647-6483
cmsq@megaquebec.net



**De l'histoire
au Septentrion**

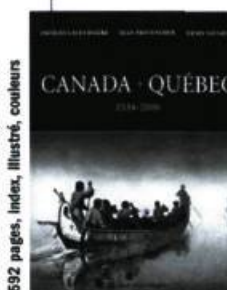
**Jacques Lacoursière
Une histoire du Québec**



196 pages, illustré, 15,95 \$

Cet ouvrage s'avère être un véritable tour de force, car Jacques Lacoursière « réussit à retracer l'évolution de la société québécoise en intégrant dans son texte les grands événements politiques, la vie quotidienne, les débats d'idées et l'opposition entre les éléments conservateurs et progressistes qui ont forgé le destin du Québec. »

D'un seul souffle, dans un texte court, clair et précis, Jacques Lacoursière va à l'essentiel.



592 pages, index, illustré, couleurs

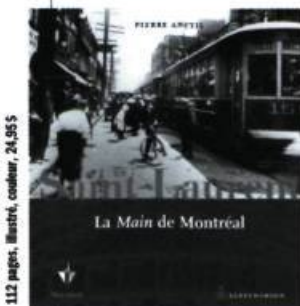
**Jacques Lacoursière
Jean Provencher
Denis Vaugeois
Canada • Québec
1534-2000**

Tout (ou presque) ce que vous voulez savoir sur l'histoire du Québec ou du Canada; ce qu'on ne vous a pas enseigné ou que vous avez oublié.

39,95 \$ (Éd. régulière), 49,95 \$ (Éd. reliée)

**Pierre Anctil
Saint-Laurent**

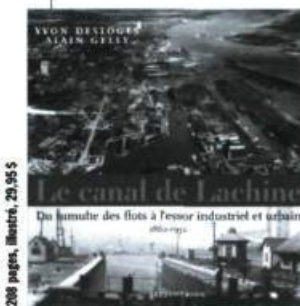
La Main de Montréal



112 pages, illustré, couleur, 24,95 \$

À travers le vaste et profond brassage d'idées dont le boulevard Saint-Laurent a été porteur tout au long de son histoire se profile le passage de Montréal et du Québec tout entier à la modernité. *La Main* a aussi été un formidable réservoir de talents artistiques et un terrain d'expérimentation incomparable pour de nouvelles formes d'expression.

**Yvon Desloges • Alain Gelly
Le canal de Lachine 1860-1950**
Du tumulte des flots à l'essor industriel et urbain



208 pages, illustré, 29,95 \$

La construction du canal de Lachine, entamée en 1821, sera au cœur du développement industriel de la région. Cet ouvrage se veut un témoin des éléments essentiels de l'histoire du canal : sa construction, la navigation qui s'y pratiquait, les usines qui y ont œuvré et les gens qui l'ont côtoyé au quotidien.